

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme! Guerre populaire jusqu'au communisme!

Azione rivoluzionaria

Documents

NOTES POUR UNE DISCUSSION INTERNE ET EXTERNE 1978

1. CRISE ET PLAN DU CAPITAL

La crise qui a renversé notre pays fait partie d'une crise générale qui a investi toutes les économies occidentales. Elle prendrait la forme d'une crise générale de surproduction si le capital n'était pas extrêmement concentré et donc en mesure de contrôler la production et le marché. Si ce contrôle empêche les formes classiques de la surproduction, c'est-à-dire un surplus de marchandises qui, ne trouvant pas de marché, perdent de la valeur, il ne peut toutefois empêcher que ce processus de dévalorisation ne se transfère des marchandises au capital investi dans leur production, lequel se retrouve sous-utilisé par rapport à sa capacité. Les coûts majeurs de ce qui est sous-utilisé se déversent, grâce à ce contrôle, sur les prix, aggravant le processus inflationniste normal.

Le capital investi et sous-utilisé subit donc un processus de dévalorisation qui provoque à son tour une faible incitation à l'investissement, avec pour résultat que le capital sous forme d'argent se dévalorise à son tour, car sa capacité à se transformer

en matière première, moyens de production et salaires pour produire du profit subit à son tour une sous-utilisation ; le capital investi est partiellement inopérant, le capital circulant est partiellement inopérant, le taux d'intérêt du capital argent diminue proportionnellement à cette inopérance.

La crise se transfère du système de production au système de crédit. Le capital argent, plus mobile, en se dépréciant, réagit à cette dévalorisation donnant lieu à une série de manoeuvres spéculatives sur le marché monétaire, avec pour résultat de ne pas pouvoir changer le cadre d'ensemble mais d'induire aussi la crise monétaire. Une des représentations synthétiques de la dévalorisation d'ensemble est la crise du dollar qui constitue le capital argent de référence.

Au niveau social, cette dévalorisation comporte une diminution de la population active par rapport à l'ensemble de la population ; si les ouvriers, par une suite de rigidités institutionnelles ne sont pas licenciés, ils ne sont pas non plus embauchés et, en fait, les données s'accordent à révéler que le chômage est un phénomène dont la moitié de son taux concerne les jeunes.

Les réductions plus ou moins drastiques de production sur lesquelles a été construit le capital découlent de facteurs variés dont certains traditionnels comme la concurrence de la barrière extérieure aux pays occidentaux ; on sait, par exemple, que dans une série de secteurs de base, des produits sidérurgiques aux produits alimentaires, la concurrence de cette barrière externe s'est faite sentir, imposant des réductions drastiques.

D'autres facteurs sont moins traditionnels et inhérents au même modèle de développement capitaliste axé sur la production de "biens" de consommation durables ; l'expansion du marché interne a désormais atteint ses limites et le grand cycle lancé par l'automobile, le réfrigérateur, etc, semble bientôt toucher à sa fin, mais ce modèle est aussi en train d'exposer dangereusement le capital à un

conditionnement toujours plus strict de la part de la "demande ouvrière", c'est-à-dire de la masse salariale, qui constitue le marché de ces "biens".

Un conditionnement qui risque de faire du salaire une "variable indépendante" par rapport à la marche du cycle, dans le sens que la dynamique pour la hausse des salaires afin de soutenir le marché interne ne peut être interrompue à volonté et continue d'avancer pour son propre compte, indépendamment des conditions de production. On connaît les acrobaties auxquelles est contraint Lama pour stopper cette dynamique.

Le plan du capital pour sortir de cette impasse, la soi-disant restructuration, semble orienté, d'une part de plus en plus vers une libéralisation, dans les économies occidentales, du coût du travail ouvrier et de la "demande ouvrière". Et cet objectif ne peut être atteint que si le système ne se fonde plus sur la production de «biens» de consommation de masse mais sur la production de moyens de production et services, à savoir en opérant dans les pays occidentaux un saut technologique à plus haute composition de capital, c'est-à-dire, en lançant le nouveau cycle de l'industrie nucléaire, guerrière, électronique, téléphonique, etc.

D'autre part, déplaçant là où existent encore d'énormes possibilités d'expansion du marché, de nouveaux investissements dans les productions traditionnelles sur la barrière externe, où le coût du travail est très, très bas. Sur ce plan, les préoccupations politiques dérivantes par la concentration de grandes masses ouvrières dont le contrôle devient toujours plus difficile ont aussi leur part.

Le plan du capital est hardi et même les plus optimistes ne s'en cachent pas la difficulté. Avant tout, les investissements dans de nouveaux secteurs à haute composition de capital arrivent à une échelle très grande, tout en n'étant pas à la portée de tout le

monde, en d'autres mots, le capital argent en quête d'investissements est abondant par rapport à la possibilité d'investissements dans les nouveaux secteurs.

De plus, ce nouvel investissement porte en soi tous les risques de l'innovation et requiert une expérience scientifique et technique notable mais, avant tout, un marché sûr, vue l'ampleur des investissements. L'industrie chimique ne fait pas autorité en la matière mais donne une idée des risques courus, d'autant plus que le marché des nouveaux «biens» paraît quelque peu incertain.

L'industrie guerrière, même italienne (Agusta, entre autres) a armé puissamment un petit tyran odieux comme le shah, c'est à douter que cet armement continue et un marché "sûr" comme le marché iranien se révèle être un marais qui engloutira beaucoup d'illusions. On dit la même chose de l'industrie nucléaire : c'est sûr, qu'une fois installées, il sera impossible de démanteler les centrales nucléaires mais ce qui est en train de se vérifier un peu partout, même dernièrement en Autriche, c'est la difficulté à s'installer. En Italie, les PCistes, ânes bureaucrates du nouveau capital, n'insistent pas, peut-être que les centrales seront construites par les ânes de l'Ansaldo mais pas pour le marché interne.

L'énorme masse des capitaux demandés, les technologies les plus sophistiquées, les nouvelles sources énergétiques comme l'uranium, donnent objectivement aux USA la conduite de ce processus de restructuration et aux grandes banques américaines une position décisive, et les capitaux accumulés en grande partie par les pays producteurs de pétrole y confluent.

Une conduite qui peut toutefois rencontrer des résistances dans les économies nationales plus fortes comme l'Allemagne Fédérale et le Japon qui, grâce à une classe ouvrière intégrée, arrivent à exporter une masse incroyable de produits et à réaliser un actif formidable dans la balance des paiements.

Les USA sont en train de demander à ces pays de modifier leur modèle de développement. L'aire de la CEE se trouve liée, d'une part, à l'hégémonie américaine, mais elle est aussi fortement influencée par la stabilité et par la force de l'économie allemande. «Le futur décidera si, de ce genre de bras de fer, ressortira un renforcement de l'hégémonie US ou alors une phase de contradictions plus aiguë».

La situation est en plein mouvement, comme le montrent les derniers accords sur le serpent monétaire et l'accélération des processus de construction de l'Etat européen, phénomènes imprévus et sous-évalués qui font penser à un renforcement de l'influence allemande et à un système pas du tout homogène des multinationales.

L'autre partie du plan du capital, à savoir le déplacement des productions traditionnelles, semble la plus compromise dans les analyses léninistes. Les limites que le capital occidental trouverait dans l'aire du "social-impérialisme" et dans les pays décolonisés le pousserait à trouver une issue dans la guerre.

La situation semble en réalité renversée depuis les derniers développements en Chine : sa prochaine entrée dans l'aire occidentale élargit démesurément les limites d'intervention du capital occidental jusqu'à renverser les rapports entre les deux aires impérialistes, mettant en grande difficulté (effectivement susceptible de conduire à la catastrophe nucléaire) l'Union Soviétique dont l'agressivité s'accroît un peu partout ; dernier fait marquant, le soutien au Vietnam dans l'invasion du Cambodge facilement présentée, même par les Pciistes, comme la libération du Cambodge !

Si, à cet encerclement renouvelé de l'URSS, nous ajoutons l'absence de quelque opposition interne à ce régime, les dangers d'un recours à la guerre nucléaire semblent provenir plus du "social-impérialisme" que de l'aire occidentale, d'autant plus que les appels aux mouvements ouvriers contre l'encerclement n'auraient aujourd'hui pas l'écho qu'auraient eu les appels léninistes d'il y a cinquante ans.

La chute de tant de modèles d'intelligibilité et prévision doit nous rendre prudents quand nous nous aventurons sur le terrain des conflits impérialistes. Fonder sa propre action sur ce terrain marécageux peut devenir mortel pour le mouvement révolutionnaire.

Ce que l'on peut prévoir en toute probabilité est que la restructuration aggravera ou laissera inchangé le phénomène le plus explosif induit par la crise : le chômage de masse, lequel, en Europe et aux USA, a continué à augmenter, ayant pour conséquence que la classe ouvrière, faisant autrefois la majorité de la population, tend aujourd'hui à se réduire considérablement tandis que croît le nombre de ceux qui, au lieu de produire, se limitent simplement à consommer ou, s'ils ne peuvent pas le faire, à exproprier de quelque façon que ce soit les possesseurs du capital et du revenu, et ils sont un certain nombre à être favorables à une expropriation généralisée. Il est évident que le phénomène n'est pas du tout positif pour le mouvement révolutionnaire car, d'autre part, un secteur important de la classe ouvrière accroît ses tendances corporatistes et se ferme dans la défense de son "privilège".

2. « NOUVEAU FASCISME » EN ITALIE ET EN EUROPE

La situation italienne, substantiellement homogène à celle des autres pays occidentaux, présente certaines caractéristiques qui la rendent particulièrement explosive. Tout d'abord, le capitalisme industriel italien, toujours fortement soumis au capital financier avec l'étatisation progressive des banques, s'est trouvé dans la situation heureuse de pouvoir disposer d'énormes capitaux à investir sans pratiquement s'exposer à aucun risque ni au contrôle de qui que ce soit, étant donnés les liens solides avec la classe politique qui a envahi l'Etat.

Le type d'entrepreneur qui s'est imposé dans cette situation se caractérise surtout par la désinvolture avec laquelle il opère des

manoeuvres spéculatives, organise des opérations productives de faillite, sûr de pouvoir ensuite compter sur les sauvetages complaisants de ses amis d'Etat, avec l'aval inévitable de l'opposition intéressée à «sauver» l'occupation.

Les centaines de milliers de milliards brûlés par ces entrepreneurs ne se comptent plus, de même que les entreprises à sauver, de la Montedison à la Liquichimica. La désinvolture avec laquelle ces personnages publics et privés dissipent l'argent public en toute impunité dit tout des forces politiques «constitutionnelles», celles qui se remplissent la bouche du statut de droit.

L'Etat, d'équilibrateur de la situation interne, en est devenu l'élément de déséquilibre principal, sans prendre en considération les effets non strictement économiques mais qui ont aussi une importance économique, comme la corruption généralisée qui a été poussée jusqu'à co-entraîner les couches prolétaires et constitue le soutien de clientélisme politique, qui est la base (de masse) du régime démocratique.

Certes, la situation a atteint les limites de rupture et la chute finale, crainte par les journalistes à la solde du régime, est mise en avant par ceux-ci comme une preuve de la solidité du régime.

Si, malgré tout et tous, on n'est pas arrivé à la chute, on le doit en partie aux structures internationales qui soutiennent le capitalisme italien, en partie à la réactualisation de formes d'exploitation du siècle passé, travail au noir véritable et effectif particulièrement dans le sud qui a permis à un art du capital de survivre et croître sur le chômage de masse, en partie dû à la permanence de petites et moyennes structures productives dans lesquelles se trouve probablement le meilleur de la production capitaliste italienne.

L'opération morotea [courant politique d'Aldo Moro : compromis historique qu'Aldo Moro et Enrico Berlinguer ont essayé de

construire en Italie]d'association des PCIstes à la majorité, en plus des nouveaux rapports de force parlementaire, était vraisemblablement dictée par la nécessité de contrebalancer d'une certaine façon les forces internes démo-chrétiennes plus directement clientélistes imposant l'arrêt du processus de dissipation, de co-entraîner une part importante de la classe ouvrière hégémonisée par le PCI dans l'opération de rétablissement des critères d'entrepreneurs dans les grandes entreprises d'Etat, imposant au personnel démo-chrétien qui les détient un minimum de contrôle, enfin de donner force à l'exécutif pour proportionner les choix politiques aux nécessités présentes de la restructuration, à son dynamisme, en face duquel le monde politique fait figure de pachyderme.

Les PCIstes qui idéologisent d'abord la centralité du parlement, à peine associés au pouvoir, ont fait tout de suite tout leur possible pour le vider, donnant leur apport décisif à ce que la vie politique se développe toute au niveau du gouvernement, de commissions, de décrets, de corps séparés en dépendance directe à l'exécutif.

Que se passe t-il, on se le demande, entre le débat politique sclérosé sur les centrales nucléaires et la rapidité avec laquelle le ministre de l'Industrie, pour le compte des administrations nucléaires italiennes, a mené à bien l'accord avec l'office d'Etat canadien ; que se passe t-il entre l'accord Fiat-Algérie pour la construction d'un gros établissement automobile dans un marché exceptionnel tel que le marché nord-africain et la décision de l'Etat au sujet du financement de l'opération ?

Les rapports entre les organes de l'Etat et les multinationales publiques et privées sont de plus en plus directs et passent simplement les décisions à la ratification notariale du parlement.

Ce processus d'exécutivisation a déjà été étudié dans le processus qui a amené à l'arrivée du fascisme. Poulantzas écrit : « Tandis que la forme démocratico-parlementaire de l'Etat semblait au premier abord encore intacte, les rapports entre la classe dirigeante et les autres

classes d'une part et l'appareil étatique de l'autre avec les débuts du processus de fascisation, ne se passent plus à travers les partis politiques, mais acquièrent un caractère toujours plus direct », ce qui a pour conséquence le durcissement du rôle des véritables organes d'Etat : de la police, de l'administration, de la justice et de l'exécutif. Ces organes d'Etat deviennent de plus en plus indépendants. De cette façon, l'organisation légale constitutionnelle se trouve renversée. Le pouvoir se déplace du parlement, d'où les partis se dirigent encore, aux organes d'Etat eux-mêmes.

Les processus de transformation de l'Etat italien ne peuvent être vus isolément du contexte international, soit de par la forte dépendance commerciale et financière du capitalisme italien, soit de par les rapports toujours plus étroits que ses organes d'Etat entretiennent avec les autres organes européens, soit de par l'intégration militaire effective au niveau de l'OTAN, soit enfin dans la perspective concrète de l'Etat européen.

Les camarades de la RAF prévoient que la phase déterminante de la fascisation en Europe n'aura probablement lieu que lorsque celle-ci sera une tendance politique précise aux USA : "Aux USA, on peut déjà observer chaque jour les prémisses de ce développement... Quant à nous, il reste peu de temps!"

Dans la perspective de la constitution de l'Etat européen, par l'influence hégémonique qu'y jouera l'Allemagne Fédérale, les transformations qui arrivent dans l'Etat allemand se révèlent décisives et, en toute probabilité, le nouvel Etat européen se construira comme produit de la germanisation et avec une constitution qui sera la synthèse des constitutions «spéciales» qui se sont accumulées sur les corps des constitutions d'origine.

D'où l'importance de suivre les transformations de l'Etat allemand depuis 68. Klaus Croissant définit le produit de ces transformations comme «nouveau fascisme», un régime dans lequel le recours à la force, le dépassement des limites jusqu'alors considérées légales,

l'abandon des bases de l'Etat de droit deviennent directs et préparés centralement : «le fait est caractéristique que l'appareil de répression étatique ne recourt plus seulement à de simples violations du droit... ou qu'augmente l'usage de la violence... mais que l'encadrement de chaque citoyen particulier soit scientifiquement projeté, préparé, et réalisé par la force... La moitié de cette stratégie est la guerre psychologique avec l'emploi des médias».

L'insurrection du Mai français a conduit, en négatif, tout ce processus de transformation des Etats qui ont été indubitablement pris par surprise. Tous ceux qui reproposent aujourd'hui l'insurrection comme le produit d'une longue période de révolution culturelle oublient simplement que les lois exceptionnelles et le début de la guerre psychologique furent lancés au lendemain de 68 contre cette révolution culturelle, anti-institutionnelle, et non pas contre les formations de guérillas. « La période de transition est encore bien loin d'être conclue : Désormais elle pourrait s'épuiser, juste par le massif et brutal emploi de tous les moyens de répression ». Celui qui écrivait ces mots, Rudi Dutschke, et s'illusionnait (quand on voit à quel point ils en sont arrivés), en fut aussi la première «illustre» victime.

Si, en Allemagne, la guerre psychologique arrive à légaliser et couvrir la torture et l'assassinat, en Italie, le projet contre-insurrectionnel commence du côté des appareils étatiques avec le carnage de la piazza Fontana, la tentative d'en faire retomber la responsabilité sur la «désapprobation» et ainsi obtenir fortement l'identification de la population avec l'Etat, à travers la terreur et la désorientation.

Les appareils étatiques, à forte composition fasciste, ne peuvent que recourir à leurs modèles traditionnels, le coup d'Etat militaire, le vieux fascisme et ils sortiront l'effet opposé, celui de favoriser le développement de la contre-violence sur tout le territoire national.

Le nouveau fascisme, dans l'acception de Croissant, s'est substitué au

vieux et est en train de fonctionner avec une certaine virulence avec le "bipartisme parfait" DC-PCI et avec le nivellement-exécutivisation de toute la presse, radio, télévision; appareils divers producteurs d'opinion: "les appareils répressifs de l'Etat cherchent, par l'entremise du nivellement des médias, à faire croire au consensus de la population, à leur enracinement en elle et à l'expression de leur pouvoir".

N'ayant pas réussi à le faire avec la violence fasciste, les appareils d'Etat cherchent désormais à s'enraciner au sein du peuple en s'appuyant sur la mobilisation de l'appareil PCIste, à qui incombe le déchaînement de la guerre psychologique.

Le processus de transformation de l'Etat en direction du nouveau fascisme n'a pas seulement trouvé le PCI consentant mais l'est depuis cette poussée jusqu'à ses conséquences extrêmes ; tous les instituts de la «participation» tant mise en avant, des conseils de quartier à ceux d'usine, ont été facilement (étant fictifs) bouleversés en nouveaux buts du contrôle social, politique, répressif. Des syndicats aux conseils d'institut, tout est devenu courroie de transmission des ordres des appareils centraux.

Les gardiens d'immeubles, que craint l'institution Croissant, entrent dans les objectifs du petit comité pour l'ordre républicain promu par les PCIstes à Bologne, dans l'attente de l'agent de police du quartier, ses fonctions sont détournées par les sections territoriales du PCI. On s'indigne, on fiche...

Même démo-chrétiens rénovateurs, les hiltoniens, expression directe des multinationales privées, ont été surpris et bouleversés par cette invasion de l'Etat et de ses rôles de la part de l'appareil PCIste, ils ont repoussé avec embarras les offres de former des milices volontaires de surveillance dans les usines, les quartiers... Face au retournement opéré par le PCI, les hiltoniens ont redécouvert la valeur du libéralisme !

Mazzotta écrit : «A mon avis, le PCI tend à devenir un nouveau régime»avec un triple rôle : «Un rôle de force d'ordre dans les confrontations d'une situation explosive... Un rôle de répression par rapport aux tensions sociales... Enfin, un rôle de gardien, pour un retour à des conceptions protectionnistes et de fermeture dans les confrontations du rapport libre avec le reste du monde.»

Depuis trente ans de régime démo-chrétien, les hiltoniens redécouvrent, face à l'invasion des hordes PCIstes, les valeurs de la dialectique parlementaire !

Mazzola, expert des problèmes de l'Etat, craint qu'une alliance politique avec le PCI «conduise substantiellement à un régime tenu de fermer, au lieu d'élargir, les espaces de liberté et de criminaliser inexorablement le dissentiment : un régime qui, par la suite, serait hégémonisé par le PCI et se transformerait en une sorte de démocratie associée.»

L'objectif des hiltoniens est transparent : retourner à la dialectique démo-chrétienne, rechassant le PCI vers l'opposition, après avoir dépassé la crise complexe du pays. L'objectif du PCI est exactement à l'opposé : instaurer le nouveau régime du compromis historique utilisant la crise complexe du pays comme l'ennemi objectif contre lequel faire valoir comme indispensable l'alliance politique.

Les transformations en place au niveau étatique jouent objectivement en faveur de la stratégie PCIste d'un fort appareil étatique, efficient, programmateur, dans lequel inscrire un personnel uni, respectueux des sommets, pourvu d'une idéologie étatique.

Outre l'avantage d'un parti dominé solidement par le haut par l'intermédiaire de l'appareil, le PCI a l'avantage décisif, en phase de restructuration, d'hégémoniser une grande partie de la classe ouvrière, cette aristocratie ouvrière qui est le pivot de la restructuration ; ce n'est pas tout, l'hégémonie est aussi en train

d'atteindre désormais la barrière des cadres intermédiaires de l'appareil des entreprises d'Etat, au nom desquels le PCI demande le respect des critères de professionnalisme et l'esprit d'entreprise contre la moyenne bourgeoisie d'Etat, d'origine professionnelle incertaine, de bric ou de broc, de toute façon voleuse.

C'est sur ce bloc de forces, au niveau des grandes entreprises d'Etat, que le PCI se fixe pour relancer le capitalisme italien dans le contexte international et constituer ainsi le soutien essentiel du nouveau régime.

C'est évident que la carte d'esprit d'entreprise, du retour au profit, est jugée décisive également pour limiter la forte dépendance par rapport au capital américain et allemand, avec ses inévitables (dans l'immédiat) contreparties politiques de type straussien (auquel est particulièrement sensible la droite DC) et dans le but de relancer également, ainsi que l'économie italienne, la véritable présence politique en Europe, le rôle de médiation avec les pays «socialistes», un rôle qui n'est pas vu négativement par la social-démocratie allemande.

L'accusation hiltonienne de protectionnisme est probablement hors propos, le reste à démontrer l'adhésion «critique» (qui est toujours une adhésion) au serpent monétaire.

C'est vrai que le PCI qui joue sa carte décisive dans la relance capitaliste de l'Italie, reste plus au coeur des contreparties économiques de l'adhésion au SME par rapport à ces politiques auxquelles paraît au contraire plus sensible la DC qui, après avoir pillé quand c'était possible, attend plus modestement un encouragement politico-répressif au nouvel Etat européen et une augmentation, si possible, de la dépendance des plus fortes économies occidentales.

3. LE PARTI-ETAT ET L'OPPOSITION OUVRIÈRE

Qu'il s'agisse des processus de restructuration d'Etat (renforcement de l'exécutif, indépendance des organes d'Etat vis-à-vis du Parlement, instauration de la guerre psychologique), ou des processus de restructuration économique, le PCI est vu comme une force à promouvoir, non secondaire par rapport à la force démo-chrétienne, spécialement dans les usines où le rôle de la bureaucratie PCIste dans la favorisation de la collaboration et aussi du contrôle policier est fondamental.

Les camarades des BR qui théorisent la centralité DC dans ce processus risquent d'être soufflés par le rôle des «berlingueristes » tel qu'il ressort à la lecture de leurs propres journaux d'usine. Dans cette phase d'exécution, ce serait une erreur d'évaluer la force d'un parti avec des critères électoraux ; quels que soient et seront les rapports de force parlementaire, le rôle du PCI est central, sous peine d'écroulement vertical de l'Etat et de l'économie.

La même gestion fortement idéologisée du pouvoir, reddition nécessaire de la crise, va dans la même direction. Il est clair, en fait, que seule une idéologie de «gauche» peut développer ce rôle dans les masses ouvrières : «austérité», «sacrifices» au nom de l'intérêt national sont de fausses valeurs que seule la «gauche» peut imposer. Si, avant, l'ouvrier vivait une vie de privations pour acquérir l'automobile, le frigo; après, il continue à vivre une vie de privations pour acquérir son rôle à l'intérieur d'une structure (le Parti) qui dit de faire des sacrifices pour la «construction progressive du socialisme».

S'il existe un projet sur lequel l'impérialisme peut appuyer dans cette phase la mobilisation «fasciste» des masses, c'est le projet berlingueriste de l'austérité, des sacrifices, du sens de l'Etat, de la classe qui se fait Etat, etc. Le «Parti-Etat», avec sa myriade de bureaucrates syndicaux et de Parti, ses conseillers d'usines, de quartiers, communaux, régionaux, est déjà une réalité opérante, et la

lutte contre le «Parti-Etat» est déjà en place un peu partout.

Le nouvel Etat, qui est en train de s'installer au sein des masses prolétaires, est l'ennemi interne du mouvement révolutionnaire. Il doit être balayé au loin avant qu'il se consolide et développe en toute plénitude toute sa fonction contre-révolutionnaire, et cela est particulièrement urgent en usine, où il constitue l'ultime tranchée de protection idéologique du capital. S'il est vrai, en fait, que le capital a perdu, mètre par mètre, les têtes de pont qu'il avait placées dans la famille, l'école, etc, il les a encore dans le coeur même de sa genèse.

Toutes ces années, si tout est remis à la discussion, la domination a été dénichée également dans les plis les plus cachés de la conscience, mais la racine de toutes ces aliénations, la production de marchandises, en est restée pratiquement extérieure.

Il y a des exemples bruyants et dangereux, comme cette réunion de tous les conseils d'usines des industries d'armement qui fut annoncé en 76 pour discuter de la proposition d'un «contrôle parlementaire sur la production de guerre», et ce fut le désert parce que les conseils d'usines, sur admission d'un syndicat de la CGIL, craignaient que le contrôle examiné puisse amener à une quelconque diminution de la production, alors et aujourd'hui en grande croissance.

L'intérêt de l'ouvrier porte quasi exclusivement sur les conditions de travail car celles-ci se répercutent sur lui de façon directe tandis que les conséquences de ce qu'il produit se répartissent sur l'ensemble de la société, comme l'appauvrissement général des ressources, souillure et bien entendu profit, c'est-à-dire, possibilité d'extension du cycle infernal.

Mais les conditions de travail sont la nourriture dans laquelle barbotent les porcs, réformistes, sociologues, psychiatres. C'est le terrain de la médiation par excellence, du compromis, de la revendication, de l'amélioration, on s'améliore mais toujours à l'intérieur des conditions données, celles-ci ne sont jamais remises en

question.

Ce dont ont peur les patrons et les réformistes n'est pas le maximalisme revendicatif de la «nouvelle gauche», mais l'opposition sans médiations, absolue, la non-collaboration : nous n'acceptons pas les conditions données, ni les gardiens aux portes, ni murs d'enceinte, ni les fiches, ni les chronomètres à observer et ainsi de suite, nous ne voulons pas des conditions de travail forcé ni de ses résultats, objets inutiles et socialement nuisibles.

La grande découverte de Nanterre en 68 est que la contestation rapporte quand elle se place directement et immédiatement dans les lieux dans lesquels s'exerce le pouvoir bourgeois. La «révolutionnarisation» de l'école, de la famille, de la médecine, des prisons, du rapport entre les sexes n'est pas renvoyée au lendemain de la révolution économique et politique. Le modèle selon lequel la révolution doit d'abord subvertir la propriété, d'où tout viendra en conséquence, est mort et enseveli, de même que le genre de modèle «démocratique» de l'action politique comme action indirecte, différée qui se cache désormais au sein du PCI et de ses groupuscules. Il s'agit de toute une série de mouvements qui imposent et défendent une nouvelle sensibilité que Duverger nomme plus subversive que révolutionnaire «dans la mesure où la révolution implique le projet cohérent d'une nouvelle société».

Subversive car elle va aux racines des choses et reconnaît les diverses aliénations institutionnelles comme formes spécifiques de cette structure de l'aliénation qu'est l'exploitation. «Si le capitalisme peut survivre à une, deux de ces contestations, il ne peut que crever avec leur multiplication parce que cette multiplication converge dans sa dynamique vers et contre les racines du capitalisme. Croire qu'il survivra veut dire que le lien entre le profit et les institutions n'est pas nécessaire et rigoureux.»

Nous croyons qu'il survivra si la contestation ne passe pas par les seuils de l'usine ; là, la nouvelle sensibilité subversive se répand mais

lentement, justement parce que les jeunes chez qui elle est particulièrement vive soit refusent le travail en usine, soit, s'ils l'embrassent, deviennent vite des virtuoses de l'absentéisme. Et on peut aussi juger l'absentéisme par ce qu'il indique négativement, c'est-à-dire l'absence d'une communauté de lutte dans laquelle se reconnaître et qui rend intéressante l'usine en tant que lieu de contestation.

Dans les années 60, les interruptions imprévues et les grèves sauvages avaient créé une certaine ingouvernabilité : le syndicat, au bord de la banqueroute, après des années de fléchissement, a réussi à faire monter facilement l'ébullition des années 70 et a reproposé le modèle syndical avec sa bureaucratie, verticalité et délégués, comme modèle unique. Si tout cela a fait chuté beaucoup de luttes ouvrières, cela ne signifie pas que l'usine est un corps unique avec son Etat-parti et ses diverses courroies de transmission.

Les contradictions introduites dans le monde syndical par le nouveau et désinvolte syndicalisme à la soviétique de Lama sont visibles par tous, mais l'apparition immédiate du maximalisme syndical (auquel adhèrent également les partisans de la résurrection de l'USI [Union Syndicale Italienne, syndicat anarchiste italien historique]) montre encore une fois combien il est difficile d'abandonner le terrain revendicatif et, enfin, le modèle syndical.

Si on peut parler d'une opposition ouvrière, celle-ci s'est révélée par le sabotage. Le phénomène a surtout été développé à la Fiat dans le sabotage des installations, mais il est présent au nord comme au sud dans les attentats contre les multinationales italiennes et étrangères qui ont provoqué des dommages parfois colossaux aux installations, au produit fini, aux calculateurs électroniques. Les détracteurs de la lutte armée sous-valorisent le phénomène car il ne serait pas l'oeuvre de producteurs mais des groupes armés, comme si ceux-ci devaient être nécessairement extérieurs à l'usine !

C'est au contraire le phénomène «terroriste» le plus important de ces dernières années même s'il est le plus «sous-estimé».

Pourquoi? Nous pensons qu'une telle sous-évaluation de la part du pouvoir est voulue et cache son appréhension extrême et la peur que cela répand. On ne peut pas l'expliquer différemment au niveau des médias, le traitement différent que le pouvoir utilise dans les cas d'attentats internes et externes à la production : dans le premier cas, il minimise le fait jusqu'à l'atténuer par la lenteur des recherches, dans le second, il fait sonner la trompette pour la chasse aux terroristes.

Mais il y a aussi des raisons attribuables à l'idéologie des camarades qui en limitent la portée et la signification. C'est le cas des sabotages de produit finis arrivés en concomitance avec la menace du chômage technique : l'administration a des difficultés à écouler la production accumulée et menace les ouvriers de les mettre au chômage, le produit accumulé est livré aux flammes et la menace rentre.

Cette concomitance donne au message qui passe par cette action un caractère purement défensif : pour garantir la continuité de l'occupation, on peut recourir à n'importe quel moyen, également à la destruction du capital, de la même façon que le capitaliste, quand il voit son profit renforcé, recourt à la destruction des marchandises pour ne pas en diminuer le prix.

L'action, au lieu de s'enrichir de la signification qu'elle a objectivement, s'appauvrit dans le concept que la continuité du rapport d'échange travail-capital est maintenue à n'importe quel prix, avec le recours d'un côté ou de l'autre à la destruction si le profit ou le salaire est renforcé. D'autre part, l'anonymat qui cerne les actions de sabotage à la Fiat paraît doté d'une fausse suggestion à la conscience «moyenne» des ouvriers, on craint l'isolement politique parce qu' «il peut y avoir des pertes sèches de salaire, les ouvriers choppent les boules» etc.

Cela se passe de cette façon parce que les raisons de l'idéologie concourent, avec celles du pouvoir, à faire échoir le sabotage à un simple « moyen de lutte » en défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière.

Marx nous avait déjà averti de la tragi-comédie des intérêts immédiats. On peut retrouver cette espèce de contradiction dans la défense des intérêts immédiats, bien illustrée dans le cas de l'Alfa.

Au niveau du sens commun capitalisé, les autos Alfa sont appréciées pour une série de caractéristiques qui devrait plutôt nous endurcir à les repousser. Avant tout, l'utilisation de matériaux coûteux demandés par des fortes sollicitations à laquelle ils sont soumis par la rapidité et par la reprise du moyen : une grande consommation d'énergie. De telles caractéristiques ont des incidences négatives sur le social, à moins de ne pas considérer comme positif le fléau autoroutier auquel cette rapidité contribue : la grande consommation soustrait à son tour l'énergie des autres utilisations et souille le milieu de façon irréversible.

Si ces considérations ne suffisent pas à motiver le refus de ce produit, regardons à qui il est destiné, essentiellement à la classe moyenne qui marque souvent son véritable statut par la possession de ce produit, pour ne pas parler des clients plus affectionnés, politiciens et carabiniers qui utilisent ces caractéristiques pour tuer les prolétaires. Ce n'est pas tout, l'Alfa clôt les bilans en négatif et nous arrivons au fait absurde de l'Etat qui soustrait des ressources d'autres secteurs pour combler les pertes.

Les ouvriers de l'Alfa sont restés les seuls à appuyer une production qui détourne d'énormes ressources en moyens, matériaux et hommes pour un usage social et cloue une partie importante du prolétariat au chômage et à la faim. Autre chose que l'homogénéité d'intérêts immédiats entre une partie et l'autre du prolétariat ! Ces intérêts, bien entendu, peuvent être recomposés, mais en niant à la base la production de marchandises.

Une grande partie des ouvriers s'est au contraire fermée dans la défense de ses propres intérêts corporatifs, elle demande même des investissements plus importants dans le secteur et s'est mise à disposition pour travailler même le samedi. En réponse au bloc d'ordre qui s'est créé en usine et aux tentatives collaborationnistes les plus exagérées, la guérilla autonome a donné force à la minorité non collaborationniste par plusieurs attentats contre les filiales et le produit fini qui ont rendu pratiquement inefficaces les augmentations productives réalisées pendant les samedis de travail.

Dans ce cas, le sabotage donne assez bien l'exemple de ce que peut devenir la forme spécifique de la résistance des minorités non collaborationnistes et, en se dégageant de la défense des intérêts immédiats, acquérir la signification d'opposition radicale à la production de marchandises.

La reprise du sabotage découle directement des conditions de la production capitaliste dans sa phase «mature», qui paraissent reproduire les mêmes conditions de marginalisation de l'ouvrier vis-à-vis de la machine qui caractérisaient l'apparition de la machine dans la phase ascendante de la production capitaliste.

Puisque le travail vivant est toujours plus marginal par rapport au capital constant, il est relativement facile pour un patron d'acheter la collaboration des quelques uns qui mettent en marche une masse énorme de travail mort.

Les ouvriers révolutionnaires ne peuvent être objectivement majoritaires, la démocratie n'a pas de sens vue la disproportion des forces : le capital a de son côté les millions de travailleurs dont le travail s'est objectivé dans les machines ou a été remplacé par elles, d'autre part, il y a le petit millier de travailleurs qui les met en marche, une disproportion qui à chaque moment permet au capital d'en corrompre une partie plus ou moins importante.

Dans cette situation, les ouvriers révolutionnaires se retrouvent submergés dans une mare de «briseurs de grève» et non vice-versa, mais la concentration et l'intensité du capital exaltent vraiment le rôle de ces minorités, parce qu'elles peuvent racheter leur mise en marge en «frappant au coeur», non seulement les surveillants de la nouvelle ou vieille classe politique, mais surtout le travail mort. Si ce moloch n'est pas enrâyé, le passé, le travail accumulé, extorqué à des générations entières d'exploités, sera enseveli.

4. SUR L'ORGANISATION CLANDESTINE

Constituer des têtes de pont en usine pour frapper le coeur du capital et de "l'Etat-Parti" naissant est le premier devoir auquel les organisations combattantes doivent faire face dans cette phase, si elles veulent finalement opérer cette soudure entre la lutte contre l'exploitation et la lutte anti-institutionnelle. La guérilla en usine ne pourra s'enclencher que par les organisations clandestines.

Les objections qui, venues de la plus grande partie de l'autonomie ouvrière, arrivent à cette position, planent à un niveau encore abstrait.

On dit: nous ne voulons pas devenir des guérilleros professionnels, séparés du mouvement, nous voulons que croisse l'auto-organisation des luttes, favoriser des formes de luttes plus violentes et, à un niveau réel, celui des bases, et cela est possible uniquement en vivant la vie de tous les autres, et avec eux arriver à la lutte armée, de façon que l'élévation de l'engagement ne soit pas un fait fictif, spectaculaire, mais un fait de masse, réel.

C'est une objection sérieuse qui a à voir avec notre objectif, qui est d'arriver à organiser beaucoup de cellules révolutionnaires, un "contre-pouvoir de petits noyaux qui travaillent de façon autonome dans diverses situations, combattent, interviennent, défendent, font partie du

travail politique de masse", mais elle néglige le fait que les camarades investis dans les structures porteuses du capital remuent dans une eau encore très sale, exposés à la répression, pas seulement de la part des hiérarchies d'usine, de sa police interne et externe, mais aussi de la part du syndicat et du Parti : engagés dans le travail en usine, les possibilités sont rares de se procurer des moyens et des structures et, dans l'absence de structure organisatrice adéquate, ils sont amenés à des formes d'auto-limitation.

La croissance, la diffusion, le développement de noyaux de contre-pouvoir ne peuvent qu'être soulevées par une organisation clandestine. Dans celle-ci, se soudent théoriquement et pratiquement les noyaux qui sont en train de se développer en usine et les noyaux actifs sur le terrain de la lutte contre les services essentiels du capital, les banques, l'immobilier, les médias, les casernes, les prisons.

Si celle-ci fait fondamentalement partie de l'activité de l'organisation clandestine, c'est seulement à elle que peuvent se référer les devoirs aussi importants que la libération des camarades emprisonnés, l'attaque, la moins fictive possible, contre les structures et le personnel politique, technique, militaire impliqué dans les ministères, clé de la restructuration économique, de la guerre psychologique et de la répression. Le sabotage du cerveau central de la motorisation donne l'exemple dans ce secteur d'activité.

Ces structures centrales sont les plus délicates et donc les plus protégées, elles demandent donc de véritables actions «militaires» nécessaires toutes les fois qu'on s'affronte à un ennemi armé et attentif, soutenu par un réseau riche d'informations, de moyens etc.

Il est clair que les structures centrales ne pourront être attaquées sérieusement que quand la guerre sociale aura énormément fortifié la guérilla, mais celle-ci ne doit pas s'interdire le début des contradictions, le harcèlement continu de ces appareils même par des actions directes au centre.

L'opération Moto est critiquée de diverse façon mais tous les effets qui lui sont attribués par les critiques ne se sont pas ponctuellement vérifiés. Il s'est dit qu'elle avait engendré la fin de la guérilla et, au contraire, celle-ci s'est généralisée ultérieurement, il s'est dit qu'elle n'aurait rien déstabilisé du tout, alors qu'en réalité le cadre politique est devenu un peu plus chancelant et l'opération a eu le mérite indubitable de révéler dans toute sa dangerosité le bloc de pouvoir qui est en train de se former, les grandes lignes de ce qu'on appelle «parti de la mort».

Nous ne partageons pas les oripeaux idéologiques de l'opération, la a «prison du peuple», le «procès», la «sentence», l'«exécution», imitation inutile et macabre de l'Etat et de sa violence mais ce sont là les oripeaux, et pas la substance qui réside dans la capacité-maturité du mouvement révolutionnaire dans son ensemble (et les Brigades Rouges se reconnaissent dans ce mouvement) d'asséner un coup au centre.

Qui ne se souvient pas, du reste, des critiques que ces mêmes milieux adressaient aux BR avant l'opération Moro ? Et ce n'était pas seulement la voix des critiques, c'était la voix populaire : ils frappent bas, ceux qui parlent peu, les véritables assassins sont tranquilles à Rome.

Certes, le coup au centre a réveillé le rêve des politiques romains, enfermés dans le bunker de Montecitorio à déblatérer sur la justice et la liberté avec des chars d'assaut à la porte ; peut-être, se demandent certains, que «si on les avait laissé dormir encore un peu»...

C'est une objection sérieuse mais elle ne vient pas des critiques-critiques, le prix a été payé par le mouvement clandestin par la guerre psychologique qui s'est déchaînée, les suspects, la chasse au brigadiste, les vocations policières réveillées mais, à bien voir, c'était un prix qui devait de toute façon être payé à court terme car il est indubitable que la présence de Moro, le coton accumulé autour de l'association des PCistes aurait mené au régime

du compromis historique sans les lacérations qu'il porte aujourd'hui derrière lui et il aurait donné la voie à la grande opération contre-insurrectionnelle.

5. LE GUÉRILLERO DE LA VIE QUOTIDIENNE

Les critiques de la vie quotidienne reprochent à la lutte armée d'avoir reproposé, en l'extrémisant, la politique ; de nier la socialité du mouvement pour le dénaturer et s'en assurer la représentation politique; de reposer en somme le vieux modèle bolchevique de révolution politique qui confie la «révolutionnarisation» de l'économie, de la société, de la vie quotidienne, à une phase de dictature prolétarienne, en réalité de dictature de parti, cette fois de parti combattant, avec les résultats visibles par tout le monde ; la vie quotidienne du jeune à Rome n'a certainement rien à envier à celle du jeune moscovite, au contraire...

Il est clair que les forces plus directement léninistes, les BR, ont détaché cette tendance au «congellement» du mouvement dans la dimension séparée du politique.

En général, l'extension de la lutte armée et de ses objectifs sur le social n'est pas approuvée par les camarades des BR et cette attitude est motivée par des raisons tactiques, la dispersion des forces sur des contradictions secondaires au lieu de leur concentration sur l'attaque contre l'Etat ; mais le capital n'est pas uniquement économie, politique, répression, c'est aussi idéologie, mystification, mensonge, drogue, spectacle, chaque aspect de sa domination doit être frappé.

C'est pour cela qu'il faut que les forces de la subversion totale descendent sur le terrain et la guerre sociale acquise en profondeur et ampleur, le mouvement révolutionnaire pourra créer uniquement de cette façon un lendemain, une situation de non-retour, irréversible, rendant inutilisables tous les vieux instruments de la domination, ses structures, ses appareils, atteignant en profondeur le vieux corps de la

domination.

Si la blessure est superficielle, le vieux corps recommence à fonctionner. Si on élimine la classe politique mais que sont laissées intactes les vieilles structures de la domination, qui peut garantir qu'une autre classe politique n'aura pas la tentation de se les approprier? Si on n'abolit pas les banques, l'argent et tout le reste, qui garantira la disparition de l'économie du profit ?

Certes, il faut aussi armer les esprits, «se purger des valeurs et des idéologies encaissées, vaincre les refoulements, affirmer le désir, refuser les aliénations qui nous font choses, vibrer de passions», mais le sujet le mieux armé mentalement finit toujours par être battu contre le monde des choses et des fonctionnaires de choses qui nous domine, avec ses rythmes, ses rôles, ses ghettos et il sera rejeté dans la quotidienneté de toujours.

La communauté retrouvée un moment, un jour, un mois dans la lutte est vite dispersée et le sujet se retrouve seul, avec les problèmes de toujours et en plus la sensation angoissante de ce qui a été perdu ; l'idéologie du speed et l'aliénation du molotov naissent sur le même terrain. Qui, après mai, attendait la seconde vague a été démenti : le ici et maintenant ne se produit jamais deux fois.

«L'insurrection» repropose encore une fois l'écoulement ininterrompu partant de la critique de la vie quotidienne et aboutissant à la pratique de sa subversion. Au milieu, il n'y a aucun saut repérable, personne avant, personne après. Les germes de la récupération qu'on a vue opérante dans l'action des formations armées ne sont pas repérées, de même dans l'idéologie du speed, dans la réduction de la critique radicale à l'exercice culturel.

Nous savons que la production de marchandises et la production d'idéologie fonctionnent ensemble. Une destruction pratique, immédiate des marchandises est possible car c'est une donnée objective, un travail précisément objectivé. L'idéologie au contraire

fait partie de la base matérielle humaine, véritable infiltration dans la subjectivité, son narcotique.

Face à elle, seul semble fonctionner le vieil adage maoïste, «avancer vague après vague», dans le sens qu'il faut un continuels réajustement de la critique à la multiplicité et à la reproduction de situations sous des formes relativement nouvelles. On ne peut pas alors ne pas entrevoir que la tentative spécifique du côté capitaliste est celle de séparer les deux termes du problème : d'une part, une critique des armes toujours plus projetée dans l'univers politique et indifférente à la condition humaine, d'une autre les armes de la critique, diluées dans l'exercice culturel qui a le défaut d'être le monopole des nouveaux professionnels de la culture, des cyniques sans passion.

6.AUTONOMIE FICTIVE ET AUTONOMIE RÉELLE

Ce qui est le plus critiqué dans l'aire de l'autonomie est l'incapacité de saisir sa propre quotidienneté comme substantiellement organique au mode de vie capitaliste dont elle reproduit la normalité des rythmes et des cycles et les situations de ghetto.

C'est justement cette normalité qui représente le piège le plus grave pour la capacité de résistance et de révolte des individus, ce qui rogne le plus la sécession effective, l'autonomie atteinte comme subversion agissant à chaque instant de la vie quotidienne.

Ce qui semble un mouvement est un cercle qui se referme continuellement sur lui-même, c'est la stagnation, la dépotentialité de la capacité d'émotions et de révolte. Nous ne serons pas seuls à découvrir l'ennui, les frustrations, la sensation d'impuissance, le gel de la stupidité et du fictif.

Une assemblée, une réunion sont souvent une offense à l'intelligence mais on reste dans le faux en pensant que là-dessous, il y a un fond à

découvrir, quelque chose à sauver, qu'on se joue de toute façon des partis politiques. C'est faux. Tout est déjà décidé par l'inertie quotidienne, les commissions fatiguées de la militance, l'idéologie de l'accumulation, l'obligation de lutte comme garantie de l'issue révolutionnaire.

La fausse antinomie entre le travail et le temps libre se reproduit avec la division entre le temps de militance et la vie alternative mais la misère de cette alternative se mesure toute les samedis soirs (dans la rue), le mécontentement, la récréation du privé par les couples, les familles et tribus.

L'ambition de l'autonomie d'être une alternative au projet des forces combattantes est légitime mais douteuse : elle existera peut-être dans certains de ses groupes et membres, pour nous elle est surtout une façon d'être, un marais de contradictions. Plus qu'une ligne politique, c'est une phénoménologie qu'il s'agit de combattre, cette logique de la taupe marxiste qu'on veut imaginer au travail puisqu'autour on ne voit rien ou presque rien de ce qu'on voudrait voir se développer.

Une logique et une méthode, celle de l'assemblage des disponibilités personnelles plus hétérogènes mais, en général, toutes en-deçà d'un choix décidé de lutte totale et d'un refus définitif de l'idéologie et de l'entente politique comme circuit de la médiation incessante et comme une fin en soi : elle agit sur la psychologie des camarades, sur leur sentiment de culpabilité, sur le besoin de se rendre utiles, sur se sentir militants engagés pour échapper au vide des pratiques libératoires séparées (mouvement hippie, philosophies individualistes de bistrot, préjugés «désirants»), sur pouvoir se considérer les défenseurs des «terroristes» sans en courir les risques et en se sentant un peu dans l'histoire avec l'alibi du discours plus avancé.

Seule (et on excuse la critique critique de cette primauté) l'autonomie réelle devenue projet armé contre tous les aspects de la vie sociale, la

constitution d'un réseau de résistance et d'attaque contre les centres vitaux du système de l'exploitation et de la mort, vivre avec plénitude dans la conscience d'être déjà partiellement hors de la tenaille du capital peut permettre le début de ce chemin vers la libération.

Mais là aussi, au niveau du sujet opérant comme au niveau social, il faut couper les ponts avec la normalité quotidienne, créer une situation de nonretour, se clandestiniser. Et là aussi il faut démanteler les images faciles qui ont été créées autour des organisations clandestines, l'idée que le travail de guérilla peut être uniquement mené de façon à se soumettre à une pression, à une instrumentalisation de nous-mêmes et des autres.

Mais les motivations qui poussent beaucoup de camarades à la lutte armée sont les motivations de leur propre libération. Comme le soulevaient les camarades allemands de la cellule révolutionnaire : «Nous croyons que la guerre totale contre le système de domination d'hommes sur des hommes renferme en lui-même contemporanément et dans la même mesure la lutte contre le système capitaliste qui est en nous-mêmes. La guérilla urbaine, armée de la meilleure façon et la mieux organisée militairement, est destinée à faire naufrage si elle n'a pas entrepris cette lutte totale...».

Le groupe guérillero qui entreprend cette lutte totale assume tous les caractères d'une communauté armée, d'une société souterraine qui combat quotidiennement les divisions hiérarchiques, les manoeuvres et les chefs, non seulement pour des raisons théoriques mais essentiellement pratiques : une formation guerrillera résiste si on ajuste à sa propre définition une idée à laquelle poussent toujours de nouvelles têtes, sur le principe que chacun de ses membres soit «en mesure de pouvoir diriger et de le vouloir – que chacun arrive à pouvoir agir seul, c'est-à-dire que chacun soit le groupe - possibilité et volonté qui est à son tour un processus collectif et non pas un processus individuel le guérillero et le groupe, ce qui veut dire que chaque particulier apprend dans le processus collectif que c'est la praxis, et en général on apprend comme ça, dans la rencontre, puisque

cela nous contraint à apprendre et à changer nous-mêmes pour arriver à cela : le guérillero et le groupe."

Si «la révolution est l'abandon du spectacle qui rend passif, objet, c'est la multiplication des sujets critiques capables de se reconnaître eux-mêmes toujours plus (et toujours moins à l'avant-garde du spectacle), la capacité d'agir de façon créative», rien ne convient mieux à la guérilla, qui vit seulement s'il existe cette multiplication des sujets critiques (et les bagnes sont pleins de ces sujets) et ceux qui la consomment uniquement comme spectacle vivent néanmoins, victimes des médias.

Si la violence est un spectacle «qui se consomme dans la pénombre de la survie» chaque village, chaque ville a désormais sa scène et ses acteurs : la violence est un spectacle à la portée de tous, tant est qu'ils soient pourvus de bonne volonté.

7. LE MOUVEMENT DE 77 ET LA GUÉRILLA

Les difficultés dans lesquelles se trouve le mouvement après la grande vague de 77 sont imputées dans certaines analyses à la guérilla qui aurait exproprié la violence de masse, augmentant le nombre des consommateurs du spectacle de la violence, dénaturant le mouvement en lui donnant un contenu uniquement politique.

Avant tout, ce même mouvement de 77 ne vient pas de nulle part, il a une histoire sur laquelle ont également influé, on ne peut pas le nier, les actions de la guerrilla. Si on s'était limité à l'ironie, Lama à Rome aurait tenu son assemblée à l'Université, ça aurait été plus modestement une assemblée perturbée, même avec intelligence, mais cependant toujours une assemblée, donc une victoire de Lama et de ses acolytes. Il est difficile de séparer le mouvement de 77 de tout ce qui s'est dit et fait ces années-là, spécialement par les groupes armés et par la guérilla autonome.

Dès lors, le mouvement a perdu progressivement la rue ; l'appareil répressif, né et développé contre les manifestations de rue; est descendu sur le champ de bataille avec toute sa force. C'était prévisible. La tentative de la part de l'autonomie de reconquérir la rue sur le plan militaire s'est révélée tout de suite impraticable.

Après avoir érodé la rue, le pouvoir a fermé des lieux, des journaux, des radios, il a commencé la chasse systématique à l'autonome. Cela aussi était prévisible. La critique critique de Milan (nous nous référons aux auteurs de Insurrezione) exalte le mouvement de 77, comme il est juste, mais contradictoirement elle en cache les conséquences. On veut expulser Lama, assiéger Bologne, mais on ne veut pas des conséquences répressives. Celles-ci, si elles existent, sont imputées à la guérilla. C'est une belle inversion !

Nous avons déjà dit que les lois exceptionnelles ont été lancées après 68 contre le mouvement et dans une période où les marchandises étaient encore un solide véhicule de consensus.

Aujourd'hui, le pouvoir a besoin de s'idéologiser, de faire passer aux gens des messages concordant et convergeant vers le consensus. Le domaine du fictif ne peut qu'être totalitaire, comme dans une symphonie, il suffit d'une note fausse pour rompre le charme, comme il suffit d'un pet puissant lors d'une belle assemblée à Tronte sur la classe ouvrière qui se fait Etat.

On peut alors se risquer à l'hypothèse contraire : le mouvement aurait déjà été écrasé, dans ses sièges, dans ses journaux, dans ses radios, si la guérilla n'avait pas fait comme un paratonnerre, se mettant sur le dos tout l'appareil répressif.

L'objectif du pouvoir dans cette phase est d'isoler la guérilla, la déraciner du mouvement et donc la dénaturer de ses contenus et de ses racines sociales et culturelles et pour cela, elle ne peut pas criminaliser le mouvement parce que cela reviendrait aujourd'hui à admettre une

société souterraine en développement.

Le mouvement a l'espace que lui donne la guérilla, si celui-ci s'écroule, cet espace sera englouti. Imaginez les hommes du général Della Chiesa libérés de leurs devoirs «institutionnels». La critique critique qui tend à isoler la guérilla du mouvement est parfaitement fonctionnelle sur le plan de la répression, laquelle utilise la violence contre la guérilla et utilise la critique (d'Asor Rosa aux cyniques sans passion) pour l'isoler.

La critique critique, qui sait tout, ne sait pas qu'en isolant la guérilla elle prépare également les conditions de sa propre précipitation dans la clandestinité, à moins que le capital, dans sa grande ingénuité, comme il ne sait pas reconnaître aujourd'hui ses amis et torture, tue, persécute les terroristes, demain ne sache reconnaître comme son seul ennemi la critique critique et lui garantisse des chaires et des scènes.

La critique critique de Milan n'est pas l'unique imperfection dans le panorama de l'authentique, il existe aussi la critique critique de Catania laquelle, à la différence de la première, a décidé d'occuper "éditorialement" l'aire de la propagande armée : nous nous référons à l'article paru dans le n°21 d'Anarchismo qui, après avoir constaté la généralisation du comportement illégal et le caractère pré-révolutionnaire de la phase actuelle, veut enfin dire clairement ce que doivent être les devoirs révolutionnaires des anarchistes. Vues les prémisses, on se serait attendu à une riposte du genre : les anarchistes doivent commencer à se rebeller.

Rien de tout ça : les anarchistes doivent pousser les exploités à se rebeller. Dans l'interprétation malveillante cela peut vouloir dire : c'est la vieille branche, les léninistes, les staliniens, les ouvriéristes qui se rebellent, pourquoi les anarchistes doivent-ils se limiter à pousser les autres ? Qui poussera les anarchistes ? Ne se retrouveront-ils pas encore une fois hors de l'histoire ? Dans l'interprétation bienveillante : pousser les exploités à se rebeller de l'unique façon par laquelle c'est

possible, en se rebellant, pas avec des fleuves d'encre.

Nous donnons pour bonne cette interprétation et nous allons de l'avant : à moins d'un retour à de vieilles formes d'individualisme (pratiques si respectables, mais discutables), se rebeller signifie s'organiser si on ne veut pas s'exposer au massacre et si on veut donner un minimum de continuité et de lumière à l'action. La critique critique saute cette bagatelle avec un vol dans le néant. Elle écrit : «Les anarchistes doivent comprendre que la seule alternative aux BR n'est pas une organisation anarchiste (AR ou quoi que ce soit) mais la lutte armée généralisée, poussée au niveau insurrectionnel, fait bien plus significatif des réalisations les plus élevées des organisations historiques».

Qu'est-ce que cela signifie ? Rien, ou quelque chose de bien pire, merde alors ! D'une part, on consomme des fleuves d'encre, d'"attention prudente" morotea aux organisations "staliniennes" pour mettre en lumière les potentialités contre-révolutionnaires, puis on découvre que le problème n'est pas celui d'organiser les forces non-léninistes mais de «généraliser» la lutte. Vu que les anarchistes n'ont pas encore pris position, organiser les forces non-léninistes ne fait-il pas partie précisément de cette généralisation ? En dehors de ça, quel sens cela t-il de dire que la généralisation est une alternative ?

On sait qu'une grande partie de cette «généralisation» est véhiculée et promue par les organisations léninistes qui en détiennent avec raison l'hégémonie, ou alors Anarchismo pense t-il que tous ces gens qui se rebellent sont le pur fruit du néant ou de la lecture de la revue ? Ou pense t-il, comme les critiques critiques de Milan, que le feu insurrectionnel brûlera toutes les forces qui ont mis le feu pour laisser libre l'expression à la critique critique ? Les anarchistes qui ont réfléchi sérieusement à la révolution russe étaient beaucoup moins optimistes.

Berneri, réfléchissant à l'action populaire insurrectionnelle y voyait plus d'«effets» anarchistes que d' «intentions anarchistes»:

« Je ne crois pas, écrivait-il, que la fonction des anarchistes pendant la révolution doive se limiter à «supprimer» les obstacles à la manifestation de la volonté des masses : je vois de graves dangers et beaucoup de difficulté dans les égoïsmes municipaux et corporatistes. S'ajoute à cela que l'initiative populaire ne conserve pas toujours son élan au-delà de la période insurrectionnelle, le «laisser faire» sur le terrain politique, administratif est vraiment à craindre. Être avec le peuple est facile s'il s'agit de crier : Vive ! A bas ! ou s'il s'agit simplement de se battre. Mais arrive le moment où tout le monde demande : que fait-on ? Il faut donner une réponse. »

Les critiques critiques devraient savoir qu'il ne s'agit plus de crier vive la lutte armée, vive la joie armée : sa propagande, la lutte armée se la fait toute seule, pas besoin de rackets culturels, il ne s'agit pas non plus de se battre simplement n'importe comment, dans n'importe quel groupe, comme ce qui est hélas arrivé à tant de militants anarchistes dans le passé.

S'organiser est beaucoup plus que simplement prendre les armes, se donner une structure plus ou moins clandestine et commencer à lutter. Cela signifie aussi donner une réponse aux questions décisives de la révolution.

Makhno n'a jamais imputé l'échec du mouvement anarchiste en Russie à la répression bolchevique.

Écoutons-le : « L'anarchisme n'avait aucune opinion claire et concrète sur les principaux problèmes de la révolution sociale... Sur l'occupation des usines, il n'avait aucune conception claire et précise considérant la nouvelle production et sa structure. Bien que le principe communiste considère que "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins", les anarchistes ne chercheront plus jamais à l'appliquer dans la réalité. Ils ignoraient quelles formes doit assumer l'activité révolutionnaire des travailleurs et quelle relation devait exister entre les masses et leur centre idéologique. Secouer le joug de l'autorité est juste mais il faut également savoir par quels moyens

consolider et défendre les conquêtes de la révolution.

Les carences éloignent vraiment les anarchistes de l'activité des masses et les vouent à l'impotence sociale et historique».

COMMUNIQUE RELATIF A L'ATTAQUE DE LA STAMPA DE TURIN ET DU JOURNALISTE DE L'UNITA, FERRERO

Entre le 17 et 18 septembre 1977, le groupe armé d'AR «Rico et Attilio» a procédé à l'attaque du siège de la Stampa de Turin et du chroniqueur de l'Unita, Nino Ferrero. Près du siège du journal d'Agnelli, un engin qui était censé provoquer de graves dommages aux structures a été déposé, sans toutefois mettre en danger la sécurité des gens ; le journaliste de "l'Unità" a été jambisé.

Par ces deux interventions armées, Azione Rivoluzionaria a voulu sanctionner les responsabilités collectives précises et personnelles par rapport aux articles relatifs à la mort de nos camarades Aldo Marin Pinones Rico et Attilio Di Napoli, tombés tandis qu'à leur tour ils se préparaient à attaquer le siège du journal Fiat, dans le cadre d'une action d'ensemble qui a été hélas tragiquement interrompue.

A l'unisson, la police et les conseils d'usine crièrent contre cet "attentat contre la liberté de la presse", couvrant encore une fois d'un tissu de mensonges la réalité des faits : nous n'avons pas voulu attaquer la liberté de la presse et de la communication, mais la campagne effrontée de mensonges et calomnies mise en avant par les scribouilleurs du pouvoir contre le mouvement croissant d'opposition prolétaire, conscients que face aux "armes de la critique" le moment est venu de constituer la "critique des armes".

La fonction de communication de masse pour le maintien de l'équilibre social en place et pour l'extorsion du consensus est fondamental pour le régime : le lien entre les centres du pouvoir économique, politique et policier et la diffusion d'informations est toujours plus serré ; chaque espace d'information alternative est perclus pour la bonne et simple raison que la communication en général prend une forme de racket et d'oligarchie-politicière ; par cet arrangement, la presse soi-disant communiste accomplit un devoir de "garantie de la gauche".

La liberté que nous avons attaquée n'est pas uniquement celle des patrons et des bureaucrates, dont la légitimisation idéologique vient de l'usage quotidien de techniques de manipulation aboutissant au consensus, à travers de grands moyens d'un "arc (constitutionnel)" qui comprend tant La Stampa que L'Unità, le journal d'Agnelli et celui du PCI.

Par ces interventions armées, nous avons voulu et nous voulons répéter avec force la vérité sur nos camarades Rico et Attilio et balayer au loin les ignobles calomnies déversées trop facilement sur leur compte.

Rico fut un combattant pour la liberté et le communisme dans son pays d'origine : le Chili. Il lutta de toutes ses forces contre le régime des colonels de Pinochet, payant de sa personne, et durement. Loin de son pays, il ne se laissa pas leurrer par de vaines paroles de soutien impuissant et il prit les armes une fois encore, conscient que la lutte de classe prolétaire n'a pas de frontière. Rico lutta dans d'autres pays sud-américains et refusa l'imposture du "pouvoir socialiste" à la cubaine.

Il combattit en Italie contre le régime démo-chrétien et le compromis historique, accomplissant de nombreuses actions révolutionnaires, parmi lesquelles - pour n'en citer que quelques unes qu'il convient d'indiquer maintenant - la destruction des nouvelles

prisons de Florence et de Livourne et l'explosion de l'IPCA de Ciriè, actions de grande envergure, cependant tuées ou minimisées ou calomniées ou ridiculisées par la La Stampa de Turin.

Attilio fut un camarade extrêmement généreux, même s'il était très jeune, capable de choix et de volonté dans le magma d'un monde corrompu et menteur, fait de compromis continuels entre les déclamations doctrinaires et l'engagement réel, conscient de devoir surmonter la dichotomie entre la pensée et l'action, prêt à tout avec l'instinct sûr des jeunes prolétaires convaincus de n'avoir rien à perdre mais tout à gagner. Attilio participa à diverses actions se distinguant par son courage et sa conscience révolutionnaire.

Rico et Attilio sont tombés par la faute d'une erreur technique, peut-être imputable à leur désir ardent d'agir et au fait d'avoir dû compter à l'improviste seulement sur leurs propres forces.

Pour Azione Rivoluzionaria et pour le mouvement de lutte armée, leur mort a un autre motif de réflexion critique que la douleur - mais pas l'oubli : qui choisit l'unique voie désormais praticable dans la lutte pour une société d'êtres libres et égaux, la voie armée, sait à l'avance qu'il court des risques et sait pouvoir payer de sa propre vie la lutte pour la vie.

Mais les révolutionnaires ne permettront jamais à des chacals du genre de Ferrero [journaliste qui coopère avec la police] et autres écrivains à la solde du régime de salir leur mémoire, de divulguer, sous la pression de leurs "grands et libres" journaux et avec des argumentations sociologiques des plus banales, les calomnies les plus infâmes.

Rico et Attilio sont présents dans la mémoire de tous les révolutionnaires. D'autres mains se tendent pour ramasser leurs armes tombées pendant la bataille. Leurs calomniateurs se révèlent juste tels qu'ils sont : de viles canailles à la solde des services de sécurité.

Construire le mouvement de lutte aimée pour le communisme et la liberté.

Action Révolutionnaire contre le gouvernement Berlin-Gottiano.
Détruire les camps d'anéantissement des prolétaires.

Vive le Chili en lutte.

Vive l'internationalisme prolétarien.

Honneur aux camarades tombés dans la lutte.

Suivons l'exemple de Mara, de Luca, de Sergio, d'Annamaria, d'Antonio, de Rico, d'Attilio.